

RÉFLEXIONS SUR LES PÉRILS DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE ET L'ANTIQUE THÉORIE DE L'« ANACYCLOSIS »



JEAN-SYLVESTRE MONGRENIER

NOTE D'ACTUALITÉ 97, AVRIL 2025



L'Institut Thomas More est un think tank libéral-conservateur, libre et indépendant, basé à Bruxelles et Paris. Il est la fois un laboratoire de solutions innovantes, un centre d'expertise et un relais d'influence.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

8, rue Monsigny

F-75 002 Paris

Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45

B-1160 Bruxelles

Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org

info@institut-thomas-more.org

Les vents mauvais invitent à reconsidérer la précarité des formes politiques, en raison de la dégénérescence de leur principe. Pensée et théorisée dans l'Antiquité gréco-romaine, l'« *anacyclosis* » (ou « anacyclose ») désigne la succession des régimes politiques, intégrée dans une philosophie de l'histoire. A l'évidence, la démocratie libérale, régime caractéristique de l'Occident, n'est pas épargné. Pourtant, les guerres et les conflits du siècle passé ont montré que ce régime était capable de faire face aux situations de détresse et de poser des actes souverains. En vérité, les défis sont principalement d'ordre intellectuel, moral et spirituel.

La philosophie politique occidentale moderne s'est élaborée en rupture avec la pensée antique et médiévale, à partir de ce que philosophe Leo Strauss nomme la « révolution morale de la modernité » (de Machiavel à Hobbes), une première « vague » suivie d'une seconde (la philosophie de l'histoire du dix-huitième siècle). Progressivement, une conception linéaire du temps historique s'est-elle imposée aux esprits : la « *Whig history* » des libéraux anglais, c'est-à-dire l'Histoire comme Progrès. Lui succède au dix-neuvième siècle un « historicisme », prétendument basé sur des lois, comme en physique. Du moins la formation classique des élites occidentales – à travers l'apprentissage du grec et du latin, et lecture des Anciens –, initiait-elle aux cours et recours de l'histoire des nations, des civilisations et des formes politiques. Las ! L'effondrement des humanités et la post-modernité ont depuis provoqué une rupture plus profonde encore.

Pourtant, la crise multiforme des régimes politiques occidentaux (les démocraties libérales), définis par Raymond Aron comme des régimes constitutionnels-pluralistes, *a fortiori* la « révolution » qui caractérise le deuxième mandat de Donald Trump, commencé le 20 janvier 2025, invitent à reconsidérer la précarité des formes politiques, en raison de la dégénérescence de leur principe.

Pensée et théorisée dans l'Antiquité gréco-romaine, l'« *anacyclosis* » (ou « anacyclose ») désigne la succession des régimes politiques, intégrée dans une philosophie de l'histoire. Cette théorie, fondée sur la loi du cycle et du retour inévitable, est d'abord exposée par Platon (vers 428-347 av. J.-C.) dans sa *République* (Livres II, VIII et IX). Elle est reprise dans la *Politique* d'Aristote (384-322 av. J.-C.) et, ultérieurement, par Polybe (205-125 av. J.-C.) qui la porte à une plus grande perfection dans ses *Histoires*. Y revenir peut nous aider à penser ce qui advient.



Polybe, la succession des régimes politiques et leur dégénérescence

Polybe est un aristocrate grec, Hipparque de Megalopolis, pris en otage après la victoire romaine de Pydna (168 av. J.-C.), ami de Scipion-Emilien et membre de son cercle (« la génération de 160 », selon l'expression de Pierre Grimal). Contemporain des deuxième et troisième guerres Puniées (218-201 et 149-146 av. J.-C.), époque au cours de laquelle la puissance régionale qu'était l'État romain se transforme en une République impériale, Polybe cherche la formule susceptible d'expliquer l'extraordinaire ascension de ce qui fut une modeste Cité-État, aux confins de la civilisation grecque (les Romains, *via* les Etrusques et les cités grecques d'Italie du Sud, furent tôt influencés par l'hellénisme). Si, en dernière analyse, Polybe explique les destinées des Romains par leur piété, il souligne les vertus de leur régime politique : une « Constitution mixte » (l'expression est de l'historien allemand Mommsen), fondée sur un équilibre entre monarchie, aristocratie et démocratie.

Dans le livre VI de ses *Histoires*, Polybe invoque le nom de Platon pour exposer sa philosophie cyclique de l'histoire et sa génétique politique (théorie de la succession des régimes politiques ou « Constitutions »). Le point de départ est la monarchie, définie par le ralliement naturel au plus fort et au plus énergique ; la collectivité humaine est alors comparable à un troupeau dans lequel les instincts prédominent. Sous l'effet des progrès de la sociabilité et de la moralité, la monarchie se transforme en royauté dans laquelle le pouvoir d'un souverain juste repose sur le consentement. Cette royauté dégénère en tyrannie lorsque le roi cède à ses passions (ses appétits). Alors, les « meilleurs » détruisent la tyrannie et fondent une aristocratie. A son tour, celle-ci dégénère en oligarchie, les aristocrates ayant perdu la vertu et le sens du bien public (les critères d'un bon régime, selon Aristote). Le peuple (les « *populares* », par opposition aux « *optimates* ») se débarrasse des oligarques et instaure une démocratie, fondée sur l'égalité et la liberté politiques. Sous l'effet de la corruption, de l'avidité, de la démagogie et de la volonté de vivre aux dépens des autres, la démocratie dégénère en ochlocratie (le règne de la *turba*, c'est-à-dire de la foule ou encore de la populace). Cette catastrophe et le retour à la barbarie originelle génèrent le besoin de se donner un maître tout-puissant, ce qui conduit à la monarchie. Le cycle est parcouru, un nouveau cycle commence, et ainsi perpétuellement (voir Polybe, *Histoires*, VI, 3-9).

De cette génétique politique ressortent, outre la monarchie originelle, trois grandes formes de gouvernement des hommes, avec leur déformation : 1) Royauté/tyrannie ; 2) Aristocratie/oligarchie ; 3) Démocratie/ochlocratie. On retrouve donc la classification d'Aristote, pour qui le bien public et le respect des lois sont les justes critères de tout régime, qu'il s'agisse du gouvernement d'un seul, d'un petit nombre ou du plus grand nombre. Aucun de ces régimes n'est donc absolument recommandable, chacun contenant son germe de dégénérescence. L'art politique consiste à combiner ces régimes en maintenant l'équilibre par un jeu de forces contraires, conformément aux recommandations d'Aristote. Polybe a en vue la Constitution mixte de la République romaine où les pouvoirs des deux consuls sont ceux d'une royauté, les pouvoirs du Sénat ceux d'une aristocratie, et les droits du peuple (le *populus*, par opposition à la *turba*) ceux d'une démocratie.

Philosophie de l'histoire et décadence

Soulignons que la perfection d'un tel modèle est incompatible avec la loi du cycle et du retour inévitable (l'« *anacyclosis* ») mais l'idée de Polybe, dont l'inquiétude traduit peut-être celle de la *nobilitas*, est de montrer les dangers qui menacent la République romaine, bientôt en proie aux contradictions causées par les conquêtes extérieures et l'affirmation de généraux victorieux (les *Imperatores*), dont le pouvoir et la richesse rompent les équilibres au sein de la noblesse (la *nobilitas*). Bientôt, les guerres civiles s'ensuivent et détruisent cette Constitution mixte ; l'éloge de Cicéron (106-43 av. J.-C.) n'en peut mais. Au terme de ces guerres, Octave (63 av. J.-C.- 14 ap. J.-C.), neveu et fils adoptif de César, établit le Principat (une monarchie qui ne dit pas son nom) et il prend le titre d'Auguste. *Princeps* à Rome, il est *Imperator* dans les provinces de l'Empire romain.

Peu avant la victoire finale d'Octave et l'établissement du Principat, Salluste (86-34 av. J.-C.), formé intellectuellement au contact de Cicéron et fidèle de César, avait écrit une puissante synthèse de l'histoire romaine qui mettait en perspective les événements. Sa philosophie de l'histoire est celle d'une décadence qui passe par les différentes époques de l'*anacyclosis*, mises en évidence par Platon et les penseurs qui lui succédèrent (Salluste est un platonicien). Il cherche à l'appliquer avec exactitude à l'histoire de Rome. Cette synthèse mêle optimisme et pessimisme ; elle laisse une place pour l'action politique et militaire, avec pour objectif de surmonter le temps, non pas seulement de l'accepter et de s'y soumettre. En d'autres termes, l'« *anacyclosis* » ouvre sur une doctrine et commande une attitude politique : enrayer la décadence, préserver l'État contre les abus contradictoires de l'oligarchie et de l'ochlocratie. Une telle doctrine marque la pensée impériale romaine jusqu'au temps d'Hadrien (117-138) et au-delà.

Sur le plan de la philosophie, l'« *anacyclosis* » tout comme la philosophie de l'histoire et la théorie de la succession des régimes que ce terme savant recouvre, sont appelés à inspirer durablement la pensée politique occidentale, jusque dans ce que Léo Strauss nomme la « seconde vague de la modernité » (les philosophies de l'histoire du dix-huitième siècle). Au dix-neuvième siècle encore, nombre de penseurs libéraux sont attentifs au risque de subversion d'un régime constitutionnel-pluraliste (un régime libéral) par une synergie entre un tyran et la « populace ». Ces penseurs avaient fait leurs humanités et ils méditaient les textes anciens. Ainsi Thiers et quelques autres avaient-ils anticipé la possibilité d'un régime césarien succédant à la Seconde République, sans pouvoir l'empêcher.

Au cours du vingtième siècle, la réflexion sur le communisme et la montée en puissance des totalitarismes (rouges et bruns) rejettent à l'arrière-plan la philosophie politique classique, *a fortiori* la théorie de l'« *anacyclosis* ». A l'issue de la Guerre froide, le thème de la « mondialisation » (*Globalization*) s'impose. Selon la lecture hâtive de Francis Fukuyama qui prévaut, la démocratie libérale est présentée comme le point oméga de l'histoire universelle : les politistes américains parlent de « démocratie de marché ». Fallacieuse, cette interprétation de la « Fin de l'Histoire » fait l'impasse sur la référence au « dernier Homme » de Nietzsche, pourtant contenue dans le titre du livre, et le pessimisme qu'elle induit. Il reste que l'idée d'un inéluctable triomphe de la démocratie libérale domine un temps l'esprit public.



Investissements à l'étranger, développement économique et transferts de technologies politiques sont supposés assurer son triomphe universel.

Post-modernité et « anacyclosis »

En vérité, cette image du monde n'a que brièvement régné sans partage : guère plus d'une décennie après la fin de la Guerre froide, la grande stratégie américano-occidentale d'*engagement*, c'est-à-dire d'exportation de la « démocratie de marché » prenant alors le relais de la stratégie de *containment*, conduite avec détermination depuis l'année 1947 jusqu'à la chute du Mur de Berlin et la dislocation du bloc soviétique puis de l'URSS elle-même. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 mirent fin aux espoirs et illusions des années Clinton, les États-Unis basculant dans une « guerre contre le terrorisme » dont l'existence même montrait que la stratégie d'*engagement* ne répondait à aucune nécessité historique. A tout le moins, l'Occident restait le cœur battant du système mondial, et ses modes d'organisation semblaient incontestés dans la sphère croissante des pays membres du « premier monde » (Alvin Toffler). Jusqu'au moment où se produisit ce que, par facilité, on nomme la « crise populiste », avec pour pendant intellectuel la montée en puissance de l'« illibéralisme ».

Les racines du populisme et le contenu de l'illibéralisme dépassent le cadre de cet article. Ce phénomène a pourtant le mérite de souligner le fait que deux temporalités historiques s'entremêlent : si l'histoire du rapport de l'homme aux choses, c'est-à-dire celle de la science et des techniques, est cumulative et linéaire, le rapport de l'homme à l'homme est cyclique. En d'autres termes, un antique traité de mécanique ou de poliorcétique n'a d'intérêt que pour les spécialistes de ces questions, étudiants, professeurs et amateurs éclairés. Mais, pour un penseur, un politique (au sens éminent du terme), un diplomate ou encore un stratège, lire et méditer les Anciens relèvent d'une exigence vitale. Ils enseignent la contingence des choses, la saisie des différents rythmes de l'histoire et l'importance, pour s'orienter, d'avoir des points de repère métaphysiques qui transcendent le « monde de la vie ».

Ainsi renouent-ils avec l'ancienne intuition selon laquelle les hommes, de génération en génération, reprennent les mêmes rôles dans le théâtre du monde. Qu'à échéances régulières, de grandes épreuves marquent la fin d'un cycle – cycle de puissance, de liberté ou de civilisation – l'histoire prenant alors une autre direction. Alors se produit une révolution, un terme trop longtemps confisqué par les marxistes. Présentement, la puissance hégémonique du monde occidental renonce à son *leadership*, les régimes constitutionnels-pluralistes sont subvertis et perdent leur force propre. Tout cela sous les clameurs de ceux qui invoquent le « Peuple contre les élites », d'autres en appelant au « cercle de la raison ». Preuve s'il en est que l'économie ne s'autodétermine pas, mais qu'elle repose sur des fondements politiques, moraux et spirituels, les marchés et leurs acteurs sont entrés dans une zone de troubles.

En toile de fond de cette « anacyclosis », le possible basculement des équilibres mondiaux vers l'Asie, avec ce que cette révolution géopolitique, si elle était menée à terme, induirait sur

le plan anthropologique. En somme, la fin d'une certaine idée de l'Homme et de son destin, sa résorption au sein d'un monde machinal dans lequel il faudrait se contenter de vivre et survivre. Rien de plus. L'Ancien Occident (Europe) redeviendrait un « petit cap » de l'Asie et l'Extrême-Occident américain (le « *Far West* ») s'abîmerait dans l'océan Pacifique (un thème très spenglerien). Une telle perspective évoque le « Grand renoncement », tel qu'il a été pensé et conceptualisé par Chantal Delsol. Faut-il céder au désespoir ? L'anacyclose et la théorie des cycles ne recèlent rien de mécanique ou de définitif. Pour autant qu'un esprit fini puisse prétendre lever le voile sur l'infini. Sur ce point, soulignons que les théologiens de l'histoire sont plus modestes que leurs homologues philosophes : ils ne prétendent pas dévoiler le plan divin.

La problématique de la démocratie libérale

Sauf à céder au quietisme, ou à une forme désincarnée de spiritualisme, il n'en faut pas moins agir en ce monde, poser des actes et résister aux vents mauvais. Maintenir donc, et cheminer sur une étroite ligne de crête : sur un versant, les « déconstructeurs » qui, afin de dissoudre toute forme, s'emploient à araser ce qui fonde en propre la civilisation occidentale ; sur l'autre versant, les « reconstruteurs », enamorés d'un promoteur sans foi ni loi, qui prétendent restaurer un mythique âge d'or, identifié à la modernité marchande conquérante au détour des dix-neuvième et vingtième siècles (une époque d'accélération de la mondialisation). Se déploie une dialectique perverse entre deux formes de *wokism* (leurs partisans se veulent également « éveillés »), les turbulences de ces « contraires relatifs » accélérant le déclin de l'Occident, au grand profit de ses rivaux et de ses ennemis.

En vérité, l'invocation de l'État de droit ne saurait signifier la sublimation de l'impuissance publique. Au-delà des définitions tantôt apologétiques ou péjoratives de cette expression, on peut y voir le souci de donner une forme concrète à l'antique idéal du « gouvernement par la loi », en opposition à l'arbitraire d'un despote concentrant le pouvoir entre ses mains. Faut-il rappeler le tragique conflit entre Antigone et Créon ? Antigone a raison mais Créon n'a pas totalement tort. A juste titre, on objectera que les post-modernes ont perdu jusqu'au souvenir de ce qu'est le droit naturel, mais croit-on que la coercition politique et l'extension de la raison d'État, très au-delà de ce que requiert le salut public, suppléeront à la chose ? Par ailleurs, l'ordre juridique des démocraties libérales a de longue date pris en compte la possibilité de situations d'exception et de cas d'urgence, l'« *Ernstfall* » du juriste allemand Carl Schmitt, critique du positivisme juridique d'Hans Kelsen. En dernière instance, la démocratie libérale est un régime politique qui ne peut se soustraire aux lois du conflit et de la puissance.

Quant à la séparation des pouvoirs, ainsi que le rappelle outre-Atlantique un théoricien des « Lumières sombres », la distinction classique entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire recouvre un équilibre dynamique ; il évolue en fonction des époques et des nécessités politiques. Mais prétendre refonder l'Occident sur la base d'une monocratie et l'idolâtrie de la force brutale se révélera vite contre-performant et précipitera l'échéance fatale. Regardons



simplement comment ses rivaux et ses ennemis se réjouissent de l'action désordonnée de la présidence américaine, entourée de flagorneurs et de « *Yes, Sir !* », sans que le prétendu « réalisme » de la politique étrangère de Donald Trump ait un tant soit peu ébranlé les synergies et les convergences entre les États hostiles, regroupés dans ce qu'autrefois nous aurions nommé l'« Axe du Mal » (pour une certaine droite aussi, il est désormais « mal de dire du mal du mal »). En revanche, son activisme brutal et brouillon a déjà remis en cause les alliances américaines et, comble du comble, amélioré l'image du potentat chinois Xi Jinping dans une partie des opinions publiques européennes.

Il nous faut donc revenir à la problématique de la démocratie libérale. Ainsi que le souligne l'appellation communément adoptée, cette forme politique constitue un régime mixte. « Démocratie » parce que régime, assimilé à l'Occident moderne et contemporain, qui s'enracine dans le peuple ; un peuple compris non pas comme une entité mythique ou idéologique (le Peuple, avec une majuscule) mais comme la communauté des citoyens, la citoyenneté électorale ayant été étendue à l'ensemble des nationaux des deux sexes (voir le passage par étapes du suffrage censitaire masculin au suffrage universel intégral). Il ne s'agit pas d'un exercice direct du pouvoir mais du libre choix par les électeurs de la minorité dirigeante. L'adjectif « libéral » renvoie à la philosophie du même nom, source d'une doctrine qui vise un exercice modéré du pouvoir. Autrement dit, les régimes politiques occidentaux ne sont pas que démocratiques. Des bornes et des butoirs encadrent l'exercice du pouvoir démocratique : adoption d'une Constitution, principe de séparation des pouvoirs (« équilibre » serait plus adéquat), afin d'assurer l'égalité politico-juridique des citoyens, l'exercice des libertés et la vitalité des corps intermédiaires et de la société civile.

En guise de conclusion

Bref, le régime constitutionnel-pluraliste des nations occidentales, pour reprendre la dénomination de Raymond Aron, constitue une synthèse dynamique. Historiquement, il s'agissait le plus souvent de monarchies constitutionnelles et parlementaires (le cas des États-Unis fait exception), dont les procédures furent pensées et conçues par des politiques et des théoriciens libéraux. Au fil de l'histoire, leurs dirigeants durent composer avec le principe démocratique. En cela, ce type de régime n'est pas sans analogies avec la Constitution mixte de Polybe. Il combine une composante monarchique (l'Exécutif), une composante aristocratique (le Législatif, l'élection étant supposée désigner les « meilleurs ») et une composante démocratique (le suffrage universel). Sur ce point et dans le cas de la France, on rappellera la pensée et l'action des Orléanistes. Monarchistes, ils avaient une idée intuitive de ce que doit être un État fort (l'Exécutif royal), dans l'ordre de la souveraineté, et leur libéralisme politique était conséquent.

Nécessairement, l'équilibre dynamique au cœur de la démocratie libérale est soumis à des tensions internes, amplifiées et aggravées lorsque les crises se cumulent et qu'émerge une situation de détresse. Le principe libéral et le principe démocratique parfois s'opposent, ce qui est dans l'ordre des choses. Dans une telle configuration, il s'agit non pas de saborder la

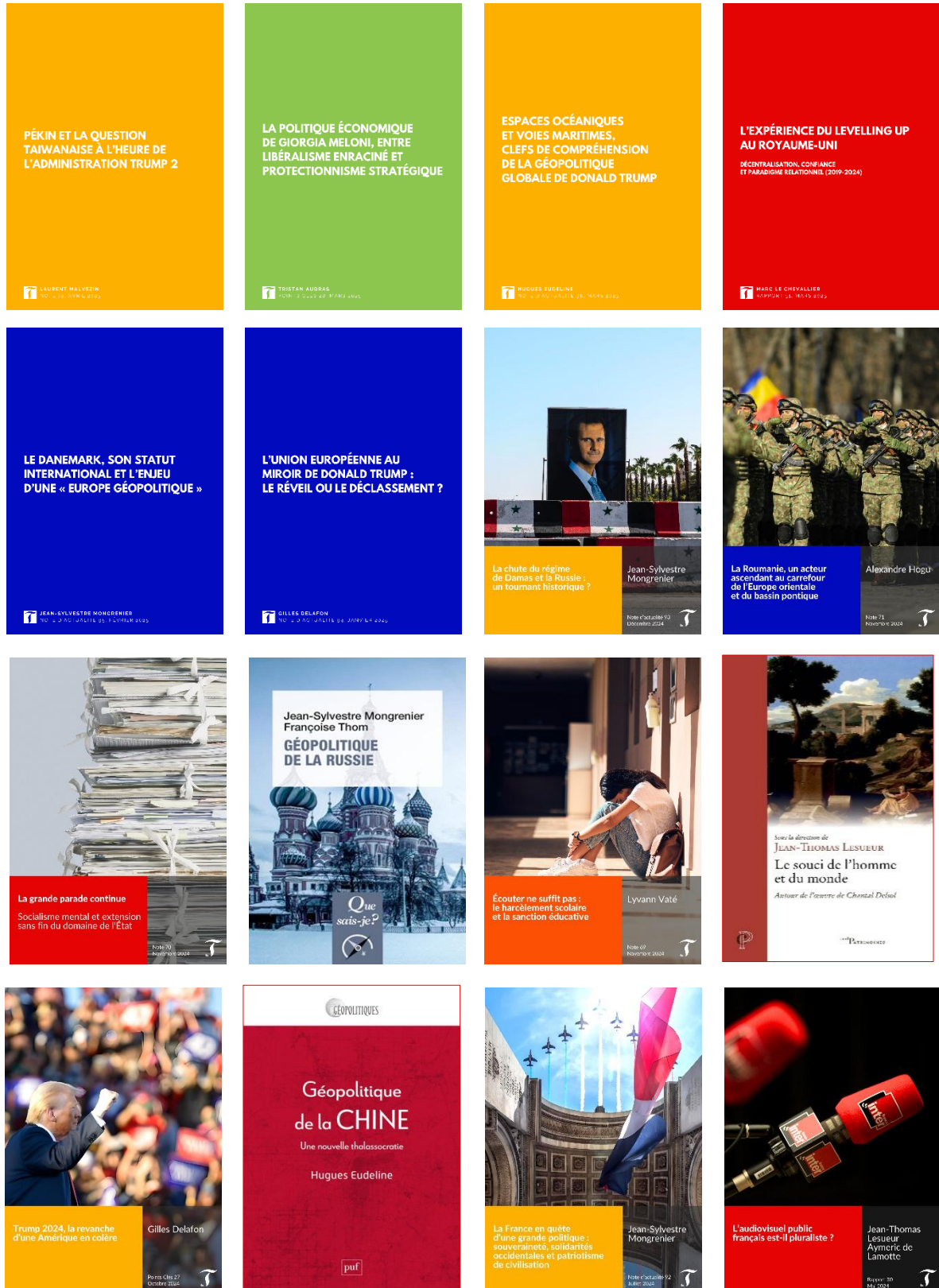


démocratie libérale – au nom de l’expertise dans un cas, de la loi du nombre dans l’autre cas –, mais, envers et contre la force des choses, de décider et de gouverner en identifiant de nouveaux points d’équilibre. Les guerres et les conflits du siècle passé ont montré que ce type de régime était capable de faire face aux situations de détresse.

Peut-être est-ce le relativisme des valeurs, la vision utilitariste du politique (le paradigme de l’« intérêt ») et la compréhension purement procédurale de la démocratie libérale qui constituent les principaux défis internes. Une vie politique saine ne va pas sans exercice de la vertu, civisme, réflexion sur les valeurs et sens du bien commun, mais cela ne se décrète pas.

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications (notes, rapports, livres) sur notre site





L'auteur

Jean-Sylvestre Mongrenier est directeur de recherche à l'Institut Thomas More. Titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique et docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est ancien auditeur de l'IHEDN où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur *Les enjeux géopolitiques du projet français de défense euro-péenne*. Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il est notamment l'auteur de *Le Monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique* (PUF, 2020), *Géopolitique de la Russie* (avec Françoise Thom, PUF, 4e édition, 2024), *Géopolitique de l'Europe* (PUF, 2e édition, 2023), et de *Le Monde vu d'Istanbul. Géopolitique de la Turquie et du monde altaïque* (PUF, 2023) •

Programme Institutions et vie politique

Le Programme **Institutions et vie politique** est le laboratoire des solutions innovantes visant à répondre à la défiance croissante des peuples vis-à-vis de leurs institutions politiques. Il n'y aura de renouveau démocratique que par une approche authentiquement subsidiaire et un accroissement de la liberté et de l'autonomie des acteurs.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement la provenance.

